

Ne sacrifions pas la biodiversité à la transition énergétique

OPINION

COLLECTIF

Les nouvelles implantations énergétiques devraient investir les infrastructures préexistantes au sein des paysages déjà largement anthropisés

Les fondements helvétiques de la protection de la nature sont aujourd'hui gravement (et précipitamment) remis en question face à l'urgence d'opérer notre transition énergétique. Or la crise du dérèglement climatique ne pourra pas être résolue sans préserver nos écosystèmes et notre biodiversité. Concentrons donc plutôt nos futurs moyens de production d'électricité renouvelable sur les infrastructures préexistantes et épargnons notre patrimoine naturel déjà bien malmené.

Le dérèglement climatique et le déclin de la biodiversité sont deux crises majeures de notre temps. Le climat dicte la distribution des organismes et en retour la biodiversité régule le climat. Le changement climatique impacte massivement les écosystèmes dont la bonne santé est pourtant essentielle au maintien d'un climat viable (piégeage du carbone, cycle de l'eau, etc.) et à la prévention des catastrophes naturelles (atténuation des crues, végétation stabilisatrice, etc.). Les derniers biotopes de valeur et paysages d'importance nationale (dont la préservation est en partie ancrée dans notre Constitution) jouent un rôle primordial car le futur de nos sociétés dépend d'une nature équilibrée et de la myriade de fonctions vitales que nous fournit gracieusement la biodiversité (qualité de l'air, fertilité des sols, santé humaine, etc.). Il est donc impératif que les solutions à ces deux crises soient mutuellement bénéfiques et ne s'affectent pas l'une l'autre.

La régulation du climat est l'un des plus importants services rendus par nos écosystèmes. Leur bon fonctionnement dépend de leur qualité, qui dépend elle-même de la diversité biologique et d'une multitude d'interactions écologiques. Ainsi, des écosystèmes intacts ou restaurés, riches en espèces, permettent in fine l'atténuation

des changements climatiques plus efficacement que toute autre mesure. La restauration des écosystèmes étant lente à produire ses effets (on parle de décennies), il demeure primordial de miser massivement sur la conservation des milieux naturels existants. Cette évidence scientifique est actuellement occultée par certaines velléités de promouvoir de nouvelles infrastructures énergétiques au sein de nos derniers paysages naturels.

Produire plus d'énergie renouvelable indigène afin de tendre vers une meilleure autonomie énergétique est une nécessité indiscutable. Cette transition hautement souhaitée ne saurait pour autant être opérée en sacrifiant nos milieux naturels et notre biodiversité déjà si menacés (par exemples fermes solaires en haute montagne, réduction des débits résiduels de nos rivières). Cela reviendrait à scier la branche sur laquelle on est assis, diminuant d'autant notre capacité d'adaptation au dérè-

glement climatique. Les nouvelles implantations énergétiques devraient ainsi avant tout investir les infrastructures préexistantes au sein des paysages déjà largement anthropisés. Equiper les infrastructures et bâtiments actuels de panneaux photovoltaïques permettrait de produire 67 TWh/an (110% de la consommation énergétique suisse) tandis qu'en couvrir nos autoroutes et murs de barrages hydroélectriques y contribuerait à raison de 15 TWh/an. Si on y associe sobriété et efficacité énergétiques (isolation des bâtiments, etc.), on tient la solution. Au contraire, dégrader davantage les écosystèmes naturels, qui représentent nos plus gros puits de carbone, aurait des effets dévastateurs sur le climat. En bref, compromettre la préservation de la biodiversité au profit de la transition énergétique n'a aucun sens.

Les écosystèmes et paysages riches en espèces sont aussi particulièrement appréciés du grand public. Dans un pays à vocation touristique, cela compte. Savez-vous par exemple que nos tourbières, protégées par la Constitution pour des raisons avant tout paysagères, offrent les meilleures possibilités de stockage de carbone dans notre pays? Prendre le risque de dégrader ces précieux milieux naturels alors qu'il suffirait de recourir aux surfaces déjà construites n'est donc pas acceptable. Il est temps de repenser l'aménagement de notre territoire en sachant concilier production d'énergie, protection du climat et préservation de la biodiversité. ■

ANTOINE GUISAN, PROFESSEUR DE BIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE, **RAPHAËL ARLETTAZ**, PROFESSEUR DE BIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE BERNE, **THOMAS SATTLER**, CHEF DE PROJET À LA STATION ORNITHOLOGIQUE SUISSE, ET 83 AUTRES SCIENTIFIQUES SIGNATAIRES
(LISTE COMPLÈTE SUR [LETEMPS.CH](https://www.letemps.ch))